



COMMUNIQUE DE PRESSE

Biodiesel et oléagineux

Vers un développement équilibré des débouchés alimentaires
et non alimentaires

Dans le cadre de la politique énergétique de l'Union européenne, le développement du biodiesel en Europe doit être soutenu. Il est possible de le faire dans le respect des principes du développement durable et sans déséquilibrer les débouchés alimentaires. Le développement du biodiesel facilitera également l'indépendance de l'UE en protéines végétales.

Pour répondre aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la Commission européenne a fixé à 5,75% le taux d'incorporation de biocarburants dans les carburants en 2010 et à 10% en 2020.

Pour les moteurs Diesel, il s'agit d'incorporer davantage de biodiesel, un biocarburant obtenu majoritairement à partir d'huiles végétales qui doit répondre au standard européen 14214 du diesel.

Le biodiesel permet de réduire de 70% à 75% les émissions de gaz à effet de serre. Son bilan énergétique « du champ à la roue » est supérieur à 3,5 tonnes d'énergie renouvelable produites pour une tonne d'énergie fossile utilisée. Il répond en outre aux demandes des pétroliers alors que la part des véhicules Diesel, déjà prépondérante, va en augmentant au sein du parc automobile européen.

Diversification des cultures

En diversifiant les rotations, les surfaces d'oléagineux de l'Union européenne à 27 atteindront prochainement 13 millions d'hectares, tout en tenant compte des contraintes agronomiques. La production européenne d'oléagineux pourra ainsi passer de 23 millions de tonnes actuellement, à plus de 35 millions de tonnes, dont 22 à 28 millions de tonnes pour le colza d'ici 2015-2020.

Alimentaire : un approvisionnement en huiles assuré

Afin de servir l'ensemble des besoins en huiles végétales, alimentaires et non alimentaires, il sera nécessaire, parallèlement au développement de la production, de recourir à des importations supplémentaires. Rappelons que l'Europe a toujours eu recours aux importations pour satisfaire ses besoins en huiles. Avec le développement du biodiesel, le taux d'auto-provisionnement en huiles devrait rester stable (55 %).

Le développement des cultures apparaît comme un challenge important nécessitant l'engagement et les efforts de tous les acteurs de la filière. L'Union européenne devrait soutenir et accompagner ces efforts dans le cadre d'un suivi des progrès réalisés. Elle devra veiller à ce que les importations s'effectuent sans distorsions de concurrence.

En tout état de cause, les débouchés alimentaires restent prioritaires pour l'ensemble du secteur oléagineux. L'industrie européenne qui est au service du consommateur maintiendra une politique de progrès et d'amélioration constante de la qualité privilégiant la sécurité alimentaire.

Plus de tourteaux pour la nutrition animale

Les oléagineux produisent de l'huile et des tourteaux riches en protéines. Les tourteaux destinés à la nutrition animale servent à élaborer une viande de qualité pour nourrir les hommes. Les disponibilités en tourteaux, du fait du développement du biodiesel, ont augmenté de 3 millions de tonnes depuis 2002, avec un potentiel supplémentaire de 8 millions de tonnes d'ici 2015-2020, permettant ainsi au taux d'auto-approvisionnement en protéines de passer de 20% à 30%.

Des prix soutenus mais maîtrisés

Certains craignent que l'essor du biodiesel provoque une augmentation des prix. Or, les perspectives de développement du biodiesel au niveau mondial (20 millions de tonnes) sont à comparer à la forte croissance de la production mondiale d'huiles végétales : 5 millions de tonnes supplémentaires par an pour une production de 120 millions de tonnes.

Les modèles économétriques indiquent des prix soutenus au niveau actuel pour les huiles végétales.

Une production soucieuse de durabilité

La production européenne d'oléagineux qui permet de diversifier les rotations, est encadrée par des règles de conditionnalité et fait souvent l'objet de mesures agro-environnementales. Les industriels, comme les agriculteurs, s'engagent pour la qualité et la durabilité de leur production. En ce qui concerne les importations, il est légitime que les mêmes exigences soient appliquées sans discrimination et quel que soit leur débouché, alimentaire ou non alimentaire.

Pour une politique communautaire d'accompagnement et de soutien

Dans la perspective de la révision des directives Biocarburants par la Commission, les organisations demandent :

-En matière de politique d'encouragement des biocarburants, l'objectif obligatoire de 10% en 2020 est une bonne mesure. Pour atteindre cet objectif, les Etats membres doivent pouvoir disposer à la fois de mécanismes incitatifs à l'incorporation et de mesures fiscales prolongées jusqu'en 2020.

- Le taux de jachère obligatoire ramené à 0% nécessite de développer la politique d'aides aux cultures énergétiques.

- La qualité est une question centrale pour l'acceptabilité du biodiesel par les utilisateurs. La norme 14214 doit être maintenue en l'état et s'appliquer également aux importations.

-La réalisation des objectifs d'incorporation –et déjà celui de 5,75% - nécessite de remonter le taux de mélange de biodiesel autorisé de 5% à 10%, et plus tard à 15%, dans la norme CEN 590 du carburant diesel.

- Le développement du biodiesel en Europe ne doit pas être handicapé par l'importation de biodiesel bénéficiant d'avantages à l'exportation (taxes différentielles en Argentine, fiscalité en Malaisie) ou d'un soutien direct à l'exportation comme aux USA (B99). La Commission doit s'attacher à empêcher les distorsions de concurrence dans un contexte où les protections à l'accès du biodiesel sont très faibles (droits de douane de 6,5%).

L'EOA (European Oilseed Alliance) et l'EBB (European Biodiesel Board) représentent les professionnels, producteurs agricoles et industriels, du secteur européen des oléagineux destinés aux utilisations alimentaires et non alimentaires.

Contact presse :

Fabien Kay – 01 40 69 49 30 – f.kay@prolea.com